

Questions orales

Des voix: Coupable, coupable. Cachotteries, cachotteries.

Mme Copps: Le ministre a essayé d'étouffer l'affaire.

* * *

LE BUDGET

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Ma question s'adresse au ministre des Finances. Pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi, quand il a appris du réseau de télévision Global hier soir à 17 h 30 que des détails précis du budget avaient été ébruités par une personne en possession d'un document confidentiel, il n'est pas venu à la Chambre qui siégeait encore à ce moment-là afin d'expliquer ce qui s'était passé et de présenter sa démission, la seule option honorable qui lui restait?

M. Andre: Il lui aurait fallu le consentement unanime, mais vous n'avez pas coopéré.

M. Wilson: Dans sa réponse, mon collègue le leader du gouvernement à la Chambre a expliqué clairement ce que nous avons fait.

Quand j'ai appris la nouvelle, j'ai communiqué avec le premier ministre, puis avec le leader du gouvernement à la Chambre et avec le vice-premier ministre pour leur en faire part. Je leur ai dit: Je pense que nous devrions prolonger la séance de la Chambre en attendant. . .

M. Gauthier: Pourquoi ne l'avez-vous pas dit à la Chambre?

M. Wilson: . . . que nous sachions exactement ce qu'on va dévoiler au réseau de télévision Global.

Quand nous l'avons su, nous avons communiqué avec le chef du Nouveau Parti démocratique et avec le chef de l'opposition pour leur demander de tenir une séance spéciale de la Chambre où nous aurions fourni ces renseignements aux députés. Ils n'ont pas accédé à notre demande.

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Je m'adresse au ministre des Finances ou au premier ministre. D'après ce que ministre des Finances vient de dire, à 17 h 30 tout indiquait qu'il y avait eu fuite.

M. Andre: Non.

M. Broadbent: Oh, oui. Ils avaient les chiffres.

M. Riis: Ils avaient des renseignements détaillés, mais la Chambre a été induite en erreur. Au lieu d'admettre que c'était possible, le leader à la Chambre a expliqué vaguement pourquoi il voulait poursuivre le débat sur le projet de loi à l'étude. Ils l'ont appris avant nous, mais ils n'ont pas eu le courage de venir nous expliquer ce qui s'était passé.

M. Clark (Yellowhead): C'est faux.

M. Riis: J'ai une question pour le premier ministre. Quand un ancien ministre a visité une boîte de nuit en Allemagne, vous avez exigé sa démission. Le ministre des Finances vient de commettre la pire bévue politique et financière de toute l'histoire parlementaire. Pourquoi ne demanderiez-vous pas sa démission?

M. Wilson: Nous prenons toute l'affaire au sérieux.

Des voix: Vous essayez de tout dissimuler.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): C'est pourquoi nous ne sommes pas arrivés à des conclusions prématurées, comme le député prétend que nous aurions dû faire. A notre avis, il fallait absolument confirmer ce qu'on nous disait au téléphone avant de décider précipitamment, comme il a dit, de jeter le budget au panier ou de venir immédiatement à la Chambre.

M. Tobin: Tout ce temps-là, le marché boursier était très actif.

M. Wilson: Permettez-moi de lire ce que le journaliste, M. Small, a dit: «Beaucoup de ces mesures avaient été prédites mais, comme je dis, c'était très détaillé. Cependant, sur la foi d'un seul appel téléphonique anonyme, nous n'allions pas annoncer que nous l'avions.» C'est à la lumière de cet incident que mon collègue, le leader à la Chambre, a suggéré que, par précaution, nous essayions de prolonger la séance de la Chambre jusqu'à ce que nous connaissions exactement la nature des renseignements en question.

* * *

LE BUDGET

ON DEMANDE UNE ASSURANCE CONCERNANT LE RENFORCEMENT DES UNITÉS DE RÉSERVE

M. Holtmann (Portage—Interlake): J'adresse ma question au ministre de la Défense.